



Coalition des Alternatives Africaines
Dette et Développement - Mali

« *De Siby à Niono, les peuples exigent la gestion transparente de ses ressources et leur droit à l'autodétermination* »



Dossier de Presse

Juillet 2011

Sommaire

I. Présentation du Forum des Peuples	3
III. Objectifs	5
3.1. Objectif Général	5
3.2. Objectifs spécifiques	5
IV. Cases thématiques et activités du Forum des Peuples 2011	5
V. Activités.....	6
VI. Participants.....	6
VIII. Stratégies de mise en œuvre	7
5.1. Organisation pratique	7
5.2. Composition des Comités d'Organisation.....	7
IX. Contacts.....	7

I. Présentation du Forum des Peuples

Partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial, le Forum des Peuples se donne depuis 2002 la spécificité de se réunir chaque année en contrepoint au Sommet du G8. Ainsi après Siby I et II, Kita, Fana, Gao, Sikasso, Koulikoro, Bandiagara et Bamako, Niono abritera cette année, le Forum des Peuples du 31 Octobre au 03 Novembre 2011 en contrepoint au Sommet de G20 à Cannes (France).

En effet, dans son essence, le Forum des Peuples vise à offrir aux mouvements sociaux et populaires maliens, africains et internationaux un cadre démocratique d'information, de sensibilisation et d'éducation populaire sur les mécanismes d'appauvrissement des peuples du Sud portés par les pays du G8, prétendus « maîtres » du monde. C'est aussi un espace populaire d'actions citoyennes contre la misère des peuples du monde. Dans cette perspective le Forum des Peuples s'est assigné le libre accès et la libre expression comme principes. Son caractère démocratique et populaire l'oppose intrinsèquement à cette traditionnelle grande messe que constituent les Sommet du G8 et du G20.

Aussi, la volonté manifeste du Forum est de rechercher et faciliter les échanges entre les peuples d'horizons divers afin d'approfondir les réflexions et les argumentaires pour la construction d'un autre monde plus inclusif, plus solidaire et plus juste que celui que nous impose le néo-libéralisme

II. Pourquoi un contre-sommet au G20 en 2011 ?

Affaiblies par la tempête financière, les « grandes puissances » ont fini par faire une place aux pays émergents qui ont trouvé au sein du G20 une visibilité à la hauteur de leur rôle croissant sur la scène internationale. Né de la mondialisation et renforcé par les crises, le G20 semble donc en passe de supplanter le G8 dans son rôle de Forum Economique Mondial.

A l'origine, le G20 a pour point de départ la constatation que les pays du G8 ne représentent plus à eux seuls le centre économique du monde. Il est vraiment devenu l'instance de « référence » pour le dialogue et la recherche de solutions économiques globales depuis la crise financière de 2008. Cependant les réunions du G20 restent informelles car il n'a pas de statut juridique d'où son caractère anti démocratique.

Le G20 compte 20 membres dont dix-neuf pays (Australie, Corée du Sud, États-Unis, Canada, Mexique, Brésil, Argentine, France, Italie, Grande Bretagne, Allemagne, Afrique du Sud, Chine, Russie, Inde, Indonésie, Japon, Turquie et Arabie Saoudite) plus l'Union Européenne.

Avec le Sommet de Muskoka au Canada en 2010 qui a entériné l'avènement et donné au G20 toute sa place, le Secrétariat National de la CAD-Mali, après une large analyse de la situation a décidé de marquer la symbolique du G8 par une manifestation populaire et d'organiser le Forum des Peuples 2011 en contre point du Sommet du G20.

Les raisons du choix de Niono

Les crises interconnectées (alimentaire, environnementale, migratoire et financière) et les échecs des conférences de Copenhague 2009 (COP 15) et de Cancun 2010 (COP 16) sur l'avenir de la planète sont l'expression de la croissance de la privatisation et de la marchandisation de presque tous les domaines de la vie matérielle et immatérielle.

Comment, face à une telle impasse écologique, pouvons-nous espérer sur des avancés constructives au niveau d'autres accords internationaux en débats ? Il s'agit des Conventions sur la Biodiversité, sur la Désertification, sur la Déforestation.

Sachant bien que l'économie mondiale est en danger, le G20 à Séoul en 2010 a brisé l'espoir par son incapacité de mettre de l'ordre dans la profonde crise financière dans laquelle est plongée le monde depuis plus de 20 ans. La crise de la dette en zone euro et aux USA en sont les évidences attestant que le monde a atteint l'âge d'or de la déréglementation, de la libéralisation et de la privatisation injustement appliquées aux pays du Sud depuis le début des années 1980 afin de garantir, à tout prix, le paiement du loyer des dettes. Plus grave, dans les pays du G20, les choix politiques servent à protéger les intérêts des créanciers et des multinationales et à piétiner les droits fondamentaux des populations (salaires et conditions de travail, pensions, sécurité sociale, l'école, la santé, alimentation, travail...).

Des politiques de modernisation « anti rurale » inspirées des logiques du « Partenariat public-privé » de l'OMC du libéralisme économique ne vise que la marginalisation de la paysannerie, pourtant majoritaire en Afrique. Or à la question de qui doit nourrir la population mondiale et lutter contre la détérioration des écosystèmes et le réchauffement climatique, la réponse est claire : **les exploitations paysannes**.

Comment faire face à cette autre violation (accaparement des terres) de la souveraineté des peuples à disposer librement de leurs ressources naturelles et richesses ?

A cela s'ajoute l'échec des stratégies de réduction de la pauvreté à onze ans après la déclaration des objectifs du millénaire et quatre ans avant l'échéance 2015 retenues pour leur concrétisation. L'objectif « **Réduire l'extrême pauvreté et la faim** » est loin d'être atteint.

La situation de famine de 2011 dans la Corne de l'Afrique (Somalie, Ethiopie, Kenya, Djibouti...) ne peut être le seul fait de « tsunami, de sécheresse ». Elle s'explique aussi par l'expansion des monocultures d'exportation, la montée en puissance de l'agrobusiness et le nouveau phénomène d'accaparement des terres prêts à transformer les paysans en ouvriers agricoles à vil prix et en des sans terres.

Cette **violence économique** du Capitalisme mondial de marché est renforcée par sa **violence militaire**. En effet, le « **droit d'ingérence humanitaire** », que les pays actionnaires de l'OTAN s'arrogent pour attaquer certains pays pauvres et appauvris pour justifier leur guerre militaire de prédation de la richesse d'autrui, leur culture de la reconquête du monde (néocolonialisme) en divisant les pays du Sud en « bons » et « méchants ». Ce « **droit d'ingérence** », toujours dans la main des plus forts, a été utilisé dans le passé par les ex puissances coloniales (France, Grande Bretagne, Belgique...) comme moyen de s'accaparer des ressources naturelles de l'Afrique.

Cinquante (50) ans après, le regret est de constater que cette **ingérence internationale** se réalise suivant la tête du client sur fond de stigmatisation, de manipulation de l'information et en violation du principe de la souveraineté des peuples. Le cas actuel de la Libye, qui se fait en violation flagrante du droit international et de la charte fondamentale de l'ONU (articles 2 & 7) et à laquelle assistent, de façon impuissante, les dirigeants africains, est un précédent qui ouvre la voie à d'autres interventions armées dans d'autres pays africains. Ceci est une stratégie subtile d'expulser ces pays de l'histoire du monde.

L'hebdomadaire économique « Les Afriques » relate que depuis 2004, le Continent africain a cédé au moins 30 millions d'hectares de terres agricoles. Les pays les plus ciblés par les gouvernements étrangers, les investisseurs privés et les universités sont le Bénin, le Mozambique, le Zimbabwe, la RDC, le Soudan, la Zambie, l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Nigeria et le Mali.

En ce qui concerne le Mali, de nos jours, la zone rizicole de l'Office du Niger de façon pressante, fait l'objet de ruée des investisseurs privés, des gouvernements étrangers, des universités ... sur les terres et les ressources en eau.

Quelques statistiques

Depuis l'appel en 2000 du Gouvernement de la République du Mali aux investisseurs nationaux et étrangers sur le million d'hectares favorables à la riziculture et exploitables avec baux ordinaires et emphytéotiques renouvelables autant de fois, l'accaparement des terres s'observe avec intensité en zone Office du Niger. C'est le cas des projets d'aménagements agricoles : Moulin Moderne du Mali/GDCM (20 000 Hectares) pour la culture du blé, Groupe Tomota (100 000 Hectares) à l'Office du Niger pour la culture d'agro carburant et 100 000 Hectares à Tenekoun, N-Sukala pour la culture de la canne à sucre, Malibya, un fonds étatique libyen (100 000 Hectares), Chine (10 000 Hectares), CNSAD (100 000 Hectares), UEMOA (11 288 Hectares), Gouvernement Sénégalais (25 000 Hectares) Projet irrigation ALATONA (14 000 Hectares) financé par les USA, CNSAD (100 000 Hectares).

Forts de ces constats, la CAD Mali a décidé de tenir la dixième édition du Forum des Peuples à Niono avec au cœur des débats la problématique du foncier surtout les terres agricoles. Cette année, la volonté manifeste du Forum est de rechercher et faciliter les échanges entre les peuples d'horizons divers afin d'approfondir les réflexions et les argumentaires pour un positionnement du côté de « l'illégalité de la pauvreté », de la souveraineté alimentaire, de la primauté du droit à la vie pour tous, du vivre ensemble et de reconstruire l'économie au service de la vie.

III. Objectifs

3.1. Objectif Général

Contribuer à la lutte contre les principes et pratiques néolibérales sur toutes leurs formes, tout en focalisant le débat sur les questions de préoccupations nationales, régionales et internationales qui annihilent le développement et asphyxient les peuples dans les pays en développement.

3.2. Objectifs spécifiques

- Créer des synergies entre d'une part les mouvements sociaux du Mali et d'autre part entre ceux du Mali et du reste du monde ;
- Favoriser la réflexion et les propositions alternatives des mouvements sociaux d'Afrique dans leur diversité de vision sur les questions relatives à la dette et questions connexes, l'immigration, conflits sociaux, paix et développement, services sociaux de base, souveraineté alimentaire ;
- Aider les acteurs locaux à repositionner leurs actions dans le contexte national et international.

IV. Casés thématiques et activités du Forum des Peuples 2011

Le Forum des peuples sera organisé autour de cinq (05) casés thématiques :

- les problématiques agricoles, foncières, minières, l'Agriculture paysanne et souveraineté alimentaires ;
- les Politiques macros économiques et les politiques sociales (Santé, éducation, eau potable et travail) ;
- la Gouvernance, l'économie sociale, solidaire et le commerce équitable ;

- la démocratie, le Droit à la vie des Peuples et du vivre-ensemble ;
- la convergence des Mobilisations, des Résistances et Révolution.

V. Activités

L'édition 2010 du Forum des Peuples sera émaillée entre autres des activités suivantes :

- l'animation d'une vingtaine d'ateliers à travers des thèmes se rapportant aux cases thématique ;
- une matinée dite « Symposium des Mouvements Sociaux » sur le thème « L'Afrique dans la Mondialisation néo libérale : les défis et les perspectives » ;
- un marché alternatif dénommé « Marché des peuples » pour promouvoir et valoriser les produits locaux (Agriculteurs, Artisans et médicinaux). C'est un marché virtuel aminé de façon à démontrer les interactions entre l'économie de marché (avec pour main invisible : la monnaie) et les autres types de comportements économiques ;
- des rencontres avec les populations locales lors de visites de terrain ;
- des espaces spécialisés (marché des peuples, conférence populaire paysanne) ;
- des manifestations culturelles et artistiques (Sketchs, contes, concerts, ...) tout au long du Forum.

VI. Participants

Les participants(es) à cette 10ème édition sont estimés à environ 1200 délégués venant de l'intérieur du Mali, d'Afrique et d'ailleurs. Ils sont constitués prioritairement des acteurs ayant pris part à une des éditions du Forum des Peuples et les acteurs de la zone de l'Office du Niger et des zones minières :

- **Au niveau des zones de l'office du Niger et minières (Ségou, Kayes, Sikasso)**
Paysans/cultivateurs, ménagères, organisations de femmes, acteurs locaux de développement, administration locale, élus locaux, autorités traditionnelles et religieuses, presse locale, enseignants, élèves, étudiants, associations, syndicats, artistes.
- **Au niveau des régions du Mali**
Pour chacune des autres régions du Mali, il y aura la participation d'au moins 20 acteurs constitués de paysans, d'artisans, de commerçants, de leaders d'organisations de la société civile, d'élus locaux, et de représentants de média locaux.
- **Au niveau national**
Les participants seront issus des organisations nationales suivantes : organisations paysannes, syndicats, ONG, collectifs d'ONGs, universités (chercheurs et universitaires), médias (presse écrite, télévision et radio), organisations de jeunes et de femmes, associations de confessions religieuses, opérateurs économiques.
- **Au niveau africain et mondial**
Les participants représentant les mouvements sociaux et les organisations de la société civile viendront de toutes les régions d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

VIII. Stratégies de mise en œuvre

5.1. Organisation pratique

Comme pour les éditions précédentes, un projet de réalisation dudit forum a été ventilé auprès des partenaires pour la concrétisation des activités. Ensuite, la mise en place d'un comité d'organisation au niveau international, national et local avec pour mission la coordination des activités.

5.2. Composition des Comités d'Organisation

✓ Comité International

Sous la responsabilité de la CAD-Mali, il est chargé des relations avec les organisations africaines et étrangères en vue d'impulser leur participation active au forum.

Le Comité International animé par les points focaux présents dans chacun des pays depuis le Forum des Peuples de 2004. Ces points focaux ont pour missions d'animer des réflexions thématiques et d'assurer la réalisation du plan d'action défini.

✓ Comité de Pilotage National

Chargé de la coordination du forum, il est constitué des présidents de chacune des commissions de travail :

- Commission Accueil, Hébergement et Logistique ;
- Commission Symposium et Secrétariat ;
- Commission Media, Communication, Mobilisation Populaire et Activités Culturelles ;
- Commission Transport, Santé et Sécurité ;
- Commission Restauration
- Commission Mobilisation des Ressources Matérielles et Financières ;
- Commission Marché des Peuples et Conférence Populaire Paysanne.

✓ Comité Local

Il est mis en place un Comité Local d'Organisation à Niono. A l'instar du niveau national, ce dernier composé de sept (7) commissions coordonne les activités sur le terrain et travaille en étroite collaboration avec le comité de pilotage national basé à Bamako.

IX. Contacts

Personnes de contact	Tel	E-mail
Souleymane Dembélé <i>Coordinateur du Forum des Peuples</i>	66 80 83 83	soul681@yahoo.fr

Moussa M Coulibaly <i>Président Commission Media, Communication, Mobilisation Populaire et Activités Culturelles</i>	76 41 55 86	mcoule@gmail.com
Bakary Konaré <i>Chargé de Communication</i>	76 48 15 43	b_konare@yahoo.fr